

**ASSOCIATIONS**

**CITOYENNES :**

**RÉSISTER ET**

**CONSTRUIRE**

# **DE QUOI NOS GOUVERNANTS SONT-ILS LE MASQUE ?**

PAR JEAN-CLAUDE BOUAL ET DIDIER MINOT  
MEMBRES DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS CITOYENNES

Prix de revient :  
2 euros



Février 2018



# PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS CITOYENNES

Le Collectif des associations citoyennes (CAC) est né en 2010 pour :

- Lutter contre l'instrumentalisation et la réduction des associations à leur seule dimension commerciale
- Défendre la contribution des associations à l'intérêt général et à la construction d'une société solidaire, durable et participative.

Plus la crise sociale et environnementale s'aggrave, plus les associations citoyennes s'avèrent indispensables pour lutter contre les inégalités et contribuer à la transition écologique et à l'émergence d'une autre économie, nécessaires à une société plus solidaire.

Regroupant plus de 1000 associations dont 100 réseaux nationaux, les finalités du CAC consistent à :

- Renforcer le pouvoir d'agir des associations citoyennes par la construction et la mise à disposition de ressources construites collectivement.
- Consolider en permanence les liens entre les actions concrètes portées par des associations sur le terrain et la nécessaire réflexion sur le sens de cette action.
- Participer au plaidoyer visant à démontrer le rôle incontournable qu'ont les associations dans la construction d'une société solidaire, durable et participative.

Aujourd'hui le Collectif poursuit son action basée sur trois axes fondateurs principaux :

- Lutter contre la marchandisation de l'action associative
- Consolider les principes et méthodes visant à mieux permettre la participation des associations à l'action publique
- S'inscrire dans une démarche d'éducation populaire pour œuvrer dans le domaine écologique, social, culturel et économique pour mettre en œuvre les transitions qui s'imposent.

**Plus d'informations sur [www.associations-citoyennes.net](http://www.associations-citoyennes.net)**

## AVANT PROPOS

Ce livret est proposé par Jean-Claude Boual, président du Collectif des Associations Citoyennes. Il est composé de ses différentes analyses sur le sujet ainsi que d'un texte de Didier Minot (membre fondateur du CAC) issu des échanges de la réunion plénière du CAC de juin 2017 intitulé « *Comment poursuivre nos engagements associatifs dans le contexte politique actualisé ?* » La décision brutale de supprimer les emplois aidés au cours de l'été 2017 a joué un rôle de révélateur pour de très nombreuses associations. Beaucoup ont pris conscience, qu'au-delà des bonnes paroles, Emmanuel Macron et son gouvernement remettaient en cause sans aucun scrupule les fondements mêmes de leur raison d'exister, avec un mépris pour l'action désintéressée et pour la vie en société. Mais bien peu sont capables encore aujourd'hui d'y voir clair. C'est pourquoi il nous a paru nécessaire d'analyser les fondements des « réformes » en cours et de l'idéologie qui les animent.

**Pourquoi les associations en viennent à défendre l'intérêt général, le dos au mur, contre l'État qui est censé l'incarner ? Quelle perversion conduit la puissance publique à servir de façon éhontée des intérêts privés au point d'accentuer les inégalités comme jamais auparavant ?**

Pendant, l'efficacité et la force des 1,3 millions d'associations ne dépend pas exclusivement des politiques publiques, mais repose d'abord sur l'engagement de millions de bénévoles et sur l'engagement des citoyens face aux difficultés, pour construire des projets porteurs d'émancipation, de transition écologique, d'égalité, de fraternité, de défense des droits, etc.

Le Collectif des Associations Citoyennes n'est que l'expression des associations qui travaillent dans ce sens. D'où le titre de cet essai : « résister et construire ». La force du CAC est dans tous les groupes qui se mettent en place pour comprendre, expliquer et proposer. Même si beaucoup sont très engagés et parfois surchargés, il est essentiel de partager ces réflexions et de réfléchir collectivement, car c'est ce qui permet à chacun.e de tenir et d'inventer dans un contexte difficile.

**Ce livret est proposé par Jean-Claude Boual, président du Collectif des Associations Citoyennes, et Didier Minot (membre fondateur du CAC). Il constitue une réflexion personnelle qui n'engage que ses auteurs, même s'il puise largement dans la réflexion collective du CAC, notamment de son université d'été en juillet 2017 à Villeurbanne et Lyon.**

Face à une avalanche de mesures, nous n'avons pas cherché à courir après l'actualité en analysant les mesures les plus récentes, mais à dégager la logique d'ensemble qui permet d'y voir plus clair. Le lecteur complétera lui-même les propos de ce texte à la lumière des remises en cause les plus récentes.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT PROPOS</b>	4
<b>PREMIÈRE PARTIE : UNE MARCHÉ FORCÉE VERS LE NÉOLIBRALISME</b>	6
Introduction : l'ancrage du pouvoir	6
Les fondements du projet d'Emmanuel Macron	8
Un programme de destruction de l'État social, des droits et de la démocratie, avec des concessions qui brouillent les pistes	11
La société civile, les associations et Emmanuel Macron	16
<b>DEUXIÈME PARTIE : COMMENT LES ASSOCIATIONS CITOYENNES PEUVENT RÉSISTER ET CONSTRUIRE DANS CE NOUVEAU CONTEXTE ?</b>	26
Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous?	26
Inventer de nouvelles formes d'action commune	30
Renouveler la participation et la démocratie	32
Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire	34
Agir ensemble	37
<b>ANNEXES</b>	41
La Charte de principes du Collectif	41
DÉCLARATION « LA SOCIÉTÉ CIVILE, C'EST NOUS ! »	43
Reprenons le pouvoir	43

# PREMIÈRE PARTIE

## UNE MARCHÉ FORCÉE VERS LE NÉOLIBRALISME

### Introduction : l'ancrage du pouvoir

La presse « mainstream » (dominante) atteinte de macromania, et les politologues, politistes, commentateurs, nous présentent Emmanuel Macron comme un « objet politique non identifié », ni de droite ni de gauche ou selon les affirmations de Macron lui-même « et de droite et de gauche ». Pourtant Emmanuel Macron ne vient pas de nulle part. Ecole Nationale d'Administration (ENA), inspection des finances, haut lieu et pépinière de fidèles serviteurs de l'oligarchie financière et des multinationales « d'origine française ». Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, il pilote la « commission Attali » chargée d'élaborer des propositions pour « libéraliser » l'économie française et se fait un solide carnet d'adresses dans le monde des affaires, ce qui lui permet de devenir associé de la banque Rothschild. Après l'élection de François Hollande, il devient un des principaux collaborateurs du nouveau Président de la République comme secrétaire général adjoint de l'Élysée, puis ministre de l'Économie et des Finances. Bien que jeune président de la République, il a déjà lors de son élection une longue carrière au service de l'oligarchie. Sans le soutien financier, politique et médiatique de cette oligarchie (*la quasi-totalité de la presse en France appartient à neuf oligarques : Serge Dassault, François Pinault, Vincent Bolloré, Bernard Arnault, Patrick Drahi, Xavier Niel, Pierre Bergé, Matthieu Pigasse, Martin Bouygues, famille Mohn*), sans la peur du Front National (Marine Le Pen), dont la majorité des français ne voulait pas comme Présidente, et sans le discrédit des partis et du personnel politique, qui depuis des décennies font la même politique néolibérale, il n'aurait sans doute pas été élu. Au deuxième tour des élections présidentielles, il n'a obtenu que 16% des suffrages des inscrits, et sa « majorité » à l'Assemblée Nationale n'a été élue que par 14% du corps électoral. Il ne s'agit pas ici de contester la légalité de ces élections, mais de marquer que le pays est gouverné par une minorité qui fait une politique de minorité.

Une fois élu, Emmanuel Macron compose un gouvernement majoritairement de droite, avec un Premier ministre et des ministres des finances issus de la droite, quelques ministres issus de l'aile droite du parti socialiste (qui l'ont soutenu dès

le début de son ambition présidentielle) et d'une troisième composante issue du monde des affaires, essentiellement les grands groupes industriels et bancaires. Cette troisième composante est présentée par Emmanuel Macron lui-même comme issue de la « société civile ». Cette intrication entre gouvernements, partis politiques « de gouvernement » et grands groupes multinationaux, industriels ou financiers forme une oligarchie.

Comment s'étonner que ce gouvernement fasse une politique en faveur des riches (*réduction de l'impôt sur la fortune, réduction des impôts sur les bénéficiaires des entreprises, budget 2018 en faveur des mêmes et augmentation de la CSG - soit les impôts - pour les citoyens, réforme ultralibérale du code du travail réduisant fortement les garanties des salariés et donnant la main au patronat, etc.*), à tel point que la presse elle-même a qualifié un temps Emmanuel Macron de « Président des riches ».

### **Un « renouvellement » très relatif**

L'axe principal de la campagne a été de donner une image de renouvellement. Celui-ci, affiché pour les députés de base, est effectif au niveau des têtes, mais pas des catégories professionnelles. Au sommet, il s'agit plutôt d'un renouvellement de façade, avec toujours beaucoup de technocrates qui jouent à saute-mouton entre le privé et le public. Pour eux, le progrès consiste à aller plus loin dans le *managérialisme*. Quant aux hommes de l'ombre, les dirigeants des médias et des grandes entreprises qui ont amené Macron au pouvoir, qui l'ont financé et aidé par leurs conseils, il ne s'agit pas de néophytes et ils ne sont pas nouveaux.

### **Les conséquences d'un rejet**

L'ampleur du rejet des partis de gouvernement a été sous-estimée. Il a été un des fondements de l'élection d'Emmanuel Macron et de l'Assemblée nationale qui a suivi. Les élections législatives de juin 2017 ont emporté beaucoup d'élus solidement implantés, et les appareils politiques, vermoulus, se sont écroulés. Ce véritable tsunami risque de remettre en cause un peu plus les valeurs de la République, déjà bien écornées, et les règles de la démocratie dont les hommes politiques de la droite et de la gauche de gouvernement se réclamaient – sans toutefois les mettre en pratique. Beaucoup de nos concitoyens pensent que ces règles ont échoué, car elles n'ont pas été appliquées, ou n'ont empêché ni le chômage, ni la corruption. Ce sentiment s'est accentué en cours de campagne sous l'effet d'une communication dite « disruptive ».

# Les fondements du projet d'Emmanuel Macron

## *Une vaste opération de communication*

En effet, la fabrication du candidat Macron a d'abord été une opération de communication utilisant toutes les techniques de la publicité. Le soutien de la presse, a été immédiatement acquis au nouveau gouvernement. Emmanuel Macron lui-même joue son propre rôle – comme au théâtre – variant les registres de langue au gré des auditoires. Comme sous Hollande ou sous Sarkozy (et bien avant), les fausses questions ont remplacé les vrais problèmes, alors que la cohésion sociale réclamerait de vrais et nombreux débats citoyens.

Avant les élections législatives, cette communication a offert aux électeurs la vision angélique d'un avenir lisse, d'une société dans laquelle disparaîtraient les conflits. Alors qu'en fait, contrairement à cette fiction, on assiste maintenant de la remise en cause violente de dispositions légales protectrices et de droits fondamentaux, comme le démontre la banalisation des dispositions de l'état d'urgence dans la loi.

### **Qu'est-ce que la disruption ?**

La disruption a toujours signifié « rompre », « briser en morceaux ». Le mot a été utilisé abusivement en économie pour désigner une innovation radicale. Dans le domaine de la communication, la disruption est une méthode de communication publicitaire qui s'appuie sur une identification des croyances, des normes, des représentations et des règles, pour mettre en place une communication qui brise les codes établis avec une idée, puis qui redéfinit les règles en fonction de nouvelles valeurs. Comme l'avait fait Tony Blair en 1997, les thèmes de campagne d'Emmanuel Macron ont été déterminés à partir d'enquêtes d'opinions montrant ce que refusaient les électeurs, ce qui était usé, pour prendre le contre-pied. Malgré son cynisme, cette méthode met le doigt sur les faiblesses internes de la démocratie et ce qui indignent les électeurs. Si cette stratégie a triomphé aussi facilement aujourd'hui, c'est qu'elle s'est appuyée sur un constat réaliste de l'usure et du rejet.

## *Un pas de plus dans la pensée néo-libérale : « tous entrepreneurs »*

Le discours développé pendant la campagne puise dans un discours social-libéral qui n'a rien de nouveau, mais n'avait cependant jamais été porté aussi ouvertement au sommet de l'État. On peut le résumer en 7 points :



- **L'individualisme devient la valeur suprême** : « mon objectif, c'est davantage de prise en compte des destins individuels que des destins collectifs », « le véritable enjeu de la politique est de donner à chaque individu la capacité de réaliser son destin et d'exprimer son talent ».

- **Chacun doit prendre des risques** : « Nous allons réconcilier notre pays avec le goût du risque, du droit au chômage pour tous avec la **volonté d'entreprendre**, avec la **volonté de créer**, à tous niveaux ». La société est conçue comme une vaste **start-up** (voir encadré). L'ubérisation généralisée de la société est présentée comme un modèle qui va libérer la capacité créatrice des individus.

- Cela signifie **la fin des statuts, des protections accordées par la loi** : fin de la protection sociale, affaiblissement du Code du travail, fin des protections accordées à certaines professions réglementées ou catégories protégées (les notaires, mais aussi les personnes handicapées). La retraite doit être calculée en fonction du parcours de chaque individu, quels que soient les aléas de la vie. Toutes les sécurités, toutes les protections sont présentées comme des archaïsmes et des rigidités. La loi 1901, les statuts associatif, coopératif, mutuel en font partie.

- **L'égalité des chances au départ** permet de redonner à chacun le goût du risque afin « *que chacun puisse courir à la vitesse qu'il veut, ou même ne pas courir s'il n'a pas envie de courir, mais au moins qu'il puisse partir de la même ligne de départ* ».

- **La modernité et l'innovation** sont présentées comme des impératifs majeurs face aux bouleversements du monde et des progrès technologiques jugés de plus en plus rapides, qui vont casser en permanence ce qui existe, même depuis peu, au profit de ce qui est nouveau et forcément plus moderne.

- **Chacun peut se réaliser**, ça ne dépend que de lui. C'est une philosophie qui prend **le parti de l'optimisme**. « *Nous sommes l'audace qui veut réconcilier, qui veut forcer à l'optimisme volontaire qui est le nôtre et pour changer à jamais le visage de la France* ».

- **Le renouvellement et la simplification sont présentés comme des promesses d'amélioration**. Cependant, rien n'est envisagé pour contraindre l'économie, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de l'emprise du capitalisme sur la vie des gens. Le pouvoir se contente d'apporter un certain nombre de « bouées de sauvetage » dans les cas les plus dramatiques. En ce sens on peut le qualifier de social-libéral.

Ce discours, même s'il se veut général, rencontre surtout un écho chez les entrepreneurs, les classes dominantes et dans le monde de l'entreprise. Il fait de la France une vaste entreprise qu'il faut mener à la réussite.

## Le modèle des start-up

Le 13 avril, Emmanuel Macron est intervenu au sommet des start-up organisé par Challenges. « *L'audace, l'agilité presque animale qui incite à se relever, à faire pivoter un modèle d'affaires, à réinventer son projet initial. La soif d'apprendre, de découvrir et de faire différemment. La France doit devenir la nation des start-ups. Il faut passer d'une économie du rattrapage à une économie de la compétence ou l'on donne des chances à chacun, où les talents et mérites peuvent se révéler d'où qu'ils viennent et les accélérations sont des opportunités* ». De fait, ce discours s'adresse à ses pairs. Il concrétise le rêve des jeunes diplômés, qui n'ont pas connu l'échec, de transformer la société à leur image.

Les envolées lyriques en faveur de la start-up ont plus d'écho auprès des étudiants des grandes écoles que des jeunes de banlieue. Mais ce discours résonne auprès des classes moyennes car les valeurs de l'individualisme et le désir de s'enrichir marquent profondément l'éducation, les relations sociales, les médias, y compris les réseaux sociaux. Il laisse entendre « qu'il n'y a pas de jeunes condamnés, il y a seulement des jeunes sans projet ». Un miroir aux alouettes qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui marche toujours car il cristallise une sorte d'espoir.

## Tous milliardaires, ou tous ubérisés ?

Ce discours traduit aussi la méconnaissance par les élites bourgeoises de la société réelle dans son immense majorité. En effet, la création d'entreprises suit deux tendances :

- la courbe de l'ubérisation des emplois dans les services concerne des jeunes dotés d'un faible capital scolaire, qui recourent au statut d'auto-entrepreneur pour échapper au chômage ;

- l'inclination des hauts diplômés à devenir consultants ou créateurs d'entreprises. Le profil type est celui d'hommes, jeunes, sortant des grandes écoles et des écoles de commerce.

Les premiers deviennent sous-traitants de grandes entreprises, assument les risques inhérents à leur statut ainsi que leur propre protection sociale, dans la plus grande précarité. L'illusion dans ce domaine ne peut pas être durable. Pourtant, Emmanuel Macron vient de créer des « emplois francs » avec le budget 2018, résurgence des zones franches de la politique de la ville, déclarant que **« les jeunes Français doivent tous avoir envie de devenir milliardaires »**.

# Un programme de destruction de l'État social, des droits et de la démocratie, avec des concessions qui brouillent les pistes

## *La « libération » du travail*

La « *libération du travail* » traduit, en novlangue macronienne, la volonté de défaire toutes les protections contre l'exploitation du travail qui avaient été arrachées par des luttes au XIXe et au XXe siècle. Cela signifie moins de protections, plus de flexibilité, plus de travail le dimanche. **Le nouvel affaiblissement des syndicats** qui en résulte est applaudi par le patronat. Le gouvernement s'attaque également (voir la loi de finance de la sécurité sociale 2018) à la remise en cause du système de protection sociale avec l'étatisation de l'assurance-chômage, gérée par les partenaires sociaux, et son financement par l'impôt.

## *L'accentuation de l'ordre libéral européen*

**La poursuite du plan de rigueur** était déjà inscrite dans les engagements que la France a souscrits auprès de l'Union Européenne jusqu'en 2019. Cela signifie une pression accrue sur les partenariats public-privé dans de nouveaux secteurs, notamment l'action sociale, l'action culturelle, et une nouvelle montée en charge des appels d'offres.

En fait, Emmanuel Macron définit presque entièrement ce que va être sa politique en adoptant d'emblée, comme l'avait fait François Hollande, le traité budgétaire européen et les orientations préconisées par les instances communautaires (dont il fait partie), qui réclament la poursuite de la rigueur, la remise en cause du code du travail et de la protection sociale, la signature de CETA, TISA, la négociation sur le TAFTA etc. Le régime imposé à la Grèce est en train d'être transposé à la société française.

## *Le glissement vers un régime autoritaire ?*

Emmanuel Macron déclare que pour être efficace, il faut être « le moins possible » à décider (tout le contraire de la démocratie). Le Président entend exercer « toutes les prérogatives que lui donne la constitution de la Ve République », y compris celles qui mettent la démocratie parlementaire entre parenthèses. En effet, la feuille de route fixée au gouvernement est plutôt inquiétante pour les libertés et les institutions républicaines : **le gouvernement a recouru**

**aux ordonnances** dès le début de la législature pour faire passer la réforme du code du travail.

**L'état d'urgence a été institutionnalisé et rendu permanent, la répression et la politique de la peur encore renforcées.** Comme par le passé, la peur est entretenue comme un moyen de gouverner. Toutes ces mesures, officiellement destinées à lutter contre le terrorisme, continuent de s'appliquer à la répression de toute contestation militante, qu'il s'agisse du droit à la solidarité envers les réfugiés, des lanceurs d'alerte ou la lutte contre les grands projets inutiles.

**L'État libéral se substitue à l'État de droit.** Emmanuel Macron entend rompre avec le modèle d'un État républicain garant des droits fondamentaux. Les corps de l'État, qui assuraient cette continuité, sont remis en cause. Les fonctionnaires sont invités à faire allégeance au nouveau pouvoir. Une partie des hauts fonctionnaires est remplacée, selon la méthode américaine du « Spoil system ».

**Le rôle du Parlement sera réduit.** La représentation nationale passe de 577 élu.e.s à 385 député.e.s, d'où un éloignement des élu.e.s des populations et des territoires. Le temps législatif serait réduit à 3 mois par an. Les amendements rejetés en commission n'auront pas le droit d'être présentés à nouveau dans l'hémicycle, il sera impossible de réorienter un projet de loi.

Tout cela signifie **un renforcement du pouvoir personnel** du Président de la République. Il est présenté comme **un homme providentiel**, qui se propose de « changer à jamais le visage de la France ». Ce programme de rupture, annoncé pour les prochains mois, a des parfums bonapartistes (en 1799, face à la déliquescence des institutions). En 1851, Napoléon III, plébiscité par un référendum, a donné pendant 20 ans un pouvoir sans partage au capitalisme industriel, avec de fortes restrictions des libertés.

### *Ne pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron*

Le débat télévisé contre Marine Le Pen a montré qu'Emmanuel Macron est un technocrate qui a accédé au pouvoir politique. Un bon technocrate, qui travaille ses dossiers. On constate, malgré son intention de déléguer, qu'il entend contrôler l'ensemble de l'action gouvernementale.

L'autre force d'Emmanuel Macron, qui lui a permis de gagner, est de savoir écouter les critiques et les positions, d'être pleinement présent et à l'écoute de ses interlocuteurs (ce qui ne signifie pas qu'il tient compte de leur opinion) et de réagir très rapidement. Il écoute pour analyser les positions, prend la mesure de la détermination des parties, crée un rapport de forces, puis lâche du lest sur des points secondaires tout en restant inflexible sur l'essentiel. Il s'agit d'une guerre de mouvement, où la rapidité d'exécution est essentielle. Il ne faut pas

sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron.

Les premiers mois du gouvernement illustrent bien cette capacité tactique. La presse annonce avec force que les allocations chômage sont relevées au 1er juillet, sans mettre l'accent sur le pourcentage extrêmement faible de 0,65%, (soit 5 euros pour un chômeur qui touche 800 euros par mois !).

On peut s'attendre à des ouvertures, au moins dans le discours, sur des questions sociétales, par exemple en matière d'aménagement du territoire, de politique du handicap, d'écologie, qui ne remettent pas en cause l'axe essentiel de la libéralisation. Le nouveau pouvoir semble plus souple, plus habile, ce qui tranche avec la raideur de Manuel Valls ou de certains élus régionaux.

Ces ouvertures vont séduire une partie des classes moyennes, dès lors que les motifs très partiels d'indignation qu'elles avaient développés contre le système sont satisfaits par des mesures également très partielles, d'autant que chaque mesure s'accompagne d'une intense campagne de communication.

### *Un président philosophe ?*

Emmanuel Macron se targue aussi d'être philosophe. Il se réfère souvent à Paul Ricœur, à Emmanuel Mounier, à Amartya Sen, c'est-à-dire des auteurs dont la pensée est en forte opposition avec ce qui précède.

Mais son personnalisme semble être un personnalisme très « aménagé », très « personnel ». Alors que pour Mounier tout est relation et respect de l'autre, on assiste ici à une sanctification de l'entrepreneur individuel dominateur. Emmanuel Macron développe « à la fois » (comme il le dit souvent) l'un et l'autre discours. Cette prise en compte de l'humain ressemble au pâté d'alouette : une brouette de libéralisme, une pincée d'humanisme. Elle permet de tenir un discours à la fois néolibéral, antisocial, sécuritaire et humaniste. Les postes-clés sont majoritairement attribués à des ministres néolibéraux ou sécuritaires, et quelques ouvertures traduisent l'autre discours, mais avec l'injonction de se soumettre « loyalement » à la logique dominante. Mais ce double discours est également porteur de contradictions internes qui peuvent conduire à des décisions différentes sur certains sujets de société. Il faut se méfier d'une vision trop manichéenne et ne pas sous-estimer la complexité du personnage.

### *Une méthode de bonneteau et de camouflage*

Les mesures mises en œuvre sont toujours annoncées au bénéfice du pays, pour le transformer pour le plus grand intérêt de tous. Les répercussions et effets sont le plus souvent camouflées et exigent de ne pas s'arrêter aux apparences pour en saisir la portée.

Deux exemples significatifs :

1) **La suppression des cotisations sociales des salariés** au premier janvier 2018 est présentée comme une augmentation du pouvoir d'achat des actifs. Cette cotisation qui finance la sécurité sociale fait partie intégrante du salaire brut, soit le paiement de la force de travail du salarié ; c'est une partie du salaire socialisé pour faire face solidairement aux aléas de la vie. La suppression de cette cotisation dont le montant est ajouté au salaire net (celui qui est directement touché par le salarié) n'est qu'une répartition différente du salaire global. Autrement dit c'est le salarié qui se paye lui-même son augmentation de son salaire net. Il ne s'agit donc pas d'une augmentation réelle de salaire, mais simplement un tour de passe-passe qui ne coûte rien à l'employeur puisque l'augmentation apparente du salaire net est une partie du salaire global. **Mais** en réduisant ou supprimant cette cotisation, le gouvernement déséquilibre le budget de la sécurité sociale qui perd des recettes. Pour compenser, le gouvernement augmente la CSG (contribution sociale généralisée) de 1,7%, ce qui fait baisser le salaire net. Pour compenser cette perte de revenu pour les actifs, le gouvernement supprime par étape la taxe d'habitation pour 80% des ménages, ce qui déséquilibre les budgets des communes qui perdent des ressources, et procèdent à des augmentations d'impôts ou de taxes (augmentation des taxes sur les carburants, les PV etc.). Un véritable jeu de bonneteau.

2) **La diminution de 5 euros de l'allocation personnalisée logement (l'APL)**. En diminuant l'aide au logement de 5 euros par mois en 2018, E. Macron baisse le pouvoir d'achat des familles et des personnes concernées. Pour compenser il exige que les organismes bailleurs diminuent d'autant leurs loyers et ce faisant diminuent leurs ressources, ce qui les met pour beaucoup en péril et en difficulté pour entretenir leur patrimoine et construire de nouveaux logements sociaux. Comme le budget voté pour 2018 diminue également les crédits du ministère du logement, c'est toute l'architecture du logement social qui est atteinte.

Nous pourrions multiplier les exemples : promesse pendant la campagne présidentielle de « sortir de l'état d'urgence » et banalisation des dispositions de celui-ci qui fait que notre pays est sous état d'urgence permanent ; promesse de « moraliser l'action publique » et l'article 20 de la loi du 15 septembre 2017, portant sur l'indemnité représentative des frais de mandat pour les députés et sénateurs et les deux décrets d'application augmentent de fait leurs privilèges portant un coup à l'éthique publique. « *Les parlementaires ont pratiqué l'optimisation législative sur leurs frais de mandat, comme d'autres recourent à l'optimisation fiscale pour leurs impôts* » peut dire Paul Cassia, professeur de droit à Paris Panthéon Sorbonne dans un article du Monde.

## La novlangue de bois du français comme véhicule culturel

Président de la République, gouvernement, nouvelle majorité parlementaire mais aussi thuriféraires de la «macronie» et de la «start-up nation» utilisent un vocabulaire empruntant à la mode du «franglais», comme si utiliser un langage ésotérique était une preuve de modernité. Le plus souvent ce langage camoufle une vacuité de la pensée et un vide des concepts. Il est aussi une forme de reconnaissance entre adeptes d'une même idéologie, comme dans les sectes. Il se veut le langage des affaires, d'un «*business*», exclusif de toute autre considération. Souvent justifiée par le fait que pour être compris il faut parler la langue de la finance et des affaires, son utilisation marque aussi un mépris pour sa propre langue maternelle et les autres langues. Ce n'est pas un hasard si lorsqu'il a invité 140 patrons de multinationales au château de Versailles, le 22 janvier 2018, la veille de l'ouverture du Forum de Davos, E. Macron s'est exprimé devant eux en anglais.

Un seul exemple, caricatural, est la présentation le 18 janvier 2018, par Christophe ITIER, Haut-commissaire à l'Économie sociale et solidaire auprès de Nicolas HULOT, ministre d'État de la Transition écologique et solidaire, de « l'accélérateur de l'innovation » : Cette initiative appelée «*French IMPACT*» s'appuiera sur un réseau de «*Hackers French IMPACT*» et « aura une logique : OPEN INNOVATION ; OPEN SOURCE ; OPEN DATA ». Les «*serial entrepreneurs*» participant à ce lancement sont venus « pitcher » leur expérience en mettant en avant leur «*soft skills*» et «*gamification*», «*le rationnel économique des start-up*», dans la «*start-up nation*», dont le seul horizon est de devenir «*milliardaire*» rapidement.

## La recherche d'un néolibéralisme de « seconde génération »

A travers toutes les mesures envisagées par Emmanuel Macron, on peut discerner de sa part et de la part de ceux qui le soutiennent la recherche d'un nouveau style, d'une sorte de synthèse dans laquelle les éléments essentiels du capitalisme (accumulation des profits, prééminence de l'entreprise et de l'initiative individuelle dans un cadre de concurrence dure, avec « permis de tuer ») seraient accrus, mais en y incorporant des éléments permettant de le rendre attractif et acceptable pour les nouvelles générations. Alors que le premier néolibéralisme, dans la tradition de Hayek et de la Société du Mont-Pélerin, était ouvertement anti-démocratique, on voit se dessiner aujourd'hui dans différents pays « **un néolibéralisme de seconde génération** » qui se réclame de l'égalité des chances, de l'inclusion et de la responsabilisation de l'individu.

Emmanuel Macron est l'agent d'un nouveau capitalisme financier. C'est un système, celui du néolibéralisme, qui est « en marche ». Celui-ci entend

remplacer les solidarités institutionnalisées de l'État social par une situation dans laquelle les entreprises prendraient en charge une part croissante de la gestion des affaires publiques, prétendant s'occuper de l'intérêt général, moyennant certaines règles de bonne conduite.

Il faut donc s'attendre à des discours présentant **des programmes destinés à « humaniser » la loi d'airain de la compétitivité**, en faveur du monde rural, de « ceux qui ont moins », dès lors que l'essentiel n'est pas remis en cause. Mais des gages sont également donnés à la droite conservatrice avec le renforcement de la politique sécuritaire ou le retour du redoublement. On peut faire confiance à la souplesse tactique du Président. Pour autant, il reste avant tout un adepte de l'ordo-libéralisme, inflexible sur l'essentiel, tenant d'une politique qui écrasera même ceux qui auront été séduits.

## **La société civile, les associations et Emmanuel Macron**

Pour comprendre ces liens et comment réagir face à la politique mise en œuvre, il n'est pas inutile, après les fondements de sa politique, de revenir sur sa démarche.

Lors des trois journées de son Université d'été à Lyon (du 10 au 12 juillet 2017) la réflexion du CAC sur le monde associatif s'est approfondie, notamment en revisitant l'histoire de l'associationnisme au 19e siècle au regard de la situation des associations citoyennes aujourd'hui. Nous y avons adopté un court texte « La société civile c'est nous ! » qui se termine par « *Enfin, foncièrement, par les associations libres d'individus égaux, ce maillage de structures émanant de la société civile fait la démonstration que les femmes et les hommes sont capables de se gouverner eux-mêmes et de s'atteler collectivement à la tâche vitale consistant à construire une société plus solidaire, durable et participative.* »

Neuf mois après l'entrée en fonction du gouvernement nous pouvons faire un premier bilan de la politique mise en œuvre, bien que 50% des français estiment qu'il est encore trop tôt pour juger celle-ci. Durant cette période Emmanuel Macron a fait voter, entre autres, les ordonnances sur le droit du travail qui placent les patrons et chefs d'entreprise encore plus en position de force face aux salariés, la loi « *renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme* », qui banalise l'état d'urgence et fait de la France un des Etats les plus policiers du monde, a supprimé d'un trait de plume et sans aucune discussion les emplois aidés et une partie des crédits qui permettaient de financer les associations ou l'économie solidaire (crédits politique de la ville, égalité femme/homme, réserve parlementaire, actionnariat solidaire...). Le budget de la Sécurité sociale augmente encore les exonérations de cotisations patronales, déséquilibrant encore plus les finances de l'institution et lui



demandant 3 milliards d'économie supplémentaire. Le budget 2018 de l'Etat taxe d'un côté les pauvres (augmentation de la CSG y compris pour ceux qui ne payaient pas d'impôt sur le revenu) et abroge d'un autre côté les deux tiers de l'impôt sur la fortune tout en diminuant fortement la taxation des profits des entreprises, qui passe de 45% à 30%.

Cette attaque des secteurs les plus fragiles de la société s'est également traduite dès l'été par la diminution de l'aide personnalisée au logement (APL). Devant les protestations, le gouvernement a exigé des bailleurs sociaux la diminution des loyers tout en supprimant les financements de l'Etat (suppression de l'aide à la pierre). A terme c'est la disparition du logement social qui est programmée si la population laisse faire.

Cette politique a fait chuter la popularité de Macron qui est perçu comme « **le président des riches et des banques** », mais il conserve un socle solide de thuriféraires (35% environ) et beaucoup restent dans l'attente. Les difficultés de mobilisation contre les ordonnances sur le code du travail qu'ont rencontrées les organisations syndicales en témoignent, même si la division syndicale y a été pour beaucoup.

E. Macron jusqu'à présent a réussi à prendre ces dispositions ultralibérales, grâce à la vitesse d'exécution de sa stratégie et à la déstructuration des organisations politiques, l'affaiblissement des organisations syndicales et la faiblesse de réaction de la société civile (les associations entre autres, sont très dispersées et peu habituées à se mobiliser). Mais l'histoire n'est pas terminée, y compris pour l'application concrète de ces dispositions. Il n'est pas inutile, pour comprendre comment faire, de revisiter certains aspects de la situation.

### *Au plan politique, qu'est-ce que « En Marche » ?*

Les médias ne cessent de louer l'habileté politique de Macron qui aurait déstructuré tous les partis politiques, annihilé toute opposition et initié une nouvelle manière de faire de la politique. Prenons ces allégations les unes après les autres.

L'habileté dans la déstructuration des partis politiques est toute relative, voire absente. La déstructuration et le discrédit des partis politiques de droite comme de gauche n'est d'abord pas due à la soit disant habileté de Macron mais aux partis politiques eux-mêmes. La gauche a abandonné depuis 1983 son projet de transformation sociale, alors qu'elle était au gouvernement (socialistes et communistes ensemble), les alternances politiques se sont succédées sans que les politiques d'austérité et néolibérales ne soient remises en cause. S'y sont ajoutés bien d'autres causes : la corruption, la perte de toute éthique, le cumul des mandats, l'entre soi, l'application inappropriée des méthodes managériales à l'action publique, le fait d'appliquer les mêmes recettes productivistes basées

sur la concurrence et la remise en cause des « conquis sociaux » (expression d'Ambroise Croizat), l'absence de toute réflexion sur les évolutions de la société dans tous les partis sans exception, la montée programmée et acceptée par ces mêmes partis, voire théorisée par les pseudo intellectuels « *mainstream* » (courant dominant) des inégalités.. Emmanuel Macron a su exploiter au bon moment ce vide à son bénéfice propre, avec le soutien de l'oligarchie financière et des médias, et a pu se faire élire. Son habileté se résume à ce culot et à la marche forcée de ses contre-réformes car il sait qu'il n'a pas beaucoup de temps pour les faire.

## *Une nouvelle manière de faire de la politique*

Macron a constitué son « mouvement » puis son « parti » par un appel à la cantonade, dans les médias, sous forme de publicité pour adhérer par un « clic » sur internet, sans cotisation. Un clic d'approbation sur un « coup de cœur », pour beaucoup. C'est lui avec une toute petite équipe de « disciples », sur la même idéologie, partageant la même « église » et les mêmes dogmes néolibéraux, qui ont désigné tous les « référents » départementaux après appel à candidature, comme dans une entreprise. Certes tous les partis politiques fonctionnent plus ou moins par cooptation et selon le « centralisme démocratique », mais justement il y avait toujours un minimum de démocratie formelle. C'est Macron en fait qui a désigné le « délégué général » d'« En marche », qui a été le seul candidat et a été élu à la quasi-unanimité à main levée. Dans « Le Journal du Dimanche » du 19 novembre 2017, ce dernier répond à la question : « *En Marche, c'est un parti politique géré comme une entreprise ?* » par : « *Si ça doit être géré comme une entreprise qui marche, cela m'est égal ! L'essentiel est que ça fonctionne. Ce que je souhaite, c'est surtout qu'En Marche ne soit pas un parti politique. Ce que je veux, c'est que le mouvement change la politique. Si la politique devait changer le mouvement, j'aurais échoué.* »

Le fonctionnement du parti sera donc assuré uniquement par les financements publics résultant des élections législatives ou par des dons (de qui ?) puisqu'il n'y a pas de cotisations. Enfin la ligne politique consiste uniquement à mettre en œuvre les décisions du chef (le Président de la République en l'occurrence), ce qui en fait un parti de godillots à l'Assemblée Nationale. Disposant des médias, l'essentiel du travail du gouvernement est de « communiquer », en cachant, en masquant les contenus réels des contre-réformes et d'enfumer la population, avec le plus souvent la complicité et la flagornerie des journalistes.

Un parti sans cotisation, dont le chef suprême décide de tout et qui fonctionne comme une entreprise dont le patron de droit divin décide seul est un drôle de parti, « Un parti fantôme » titre « Le journal du Dimanche » du 19 novembre 2017. En fait « La République en Marche- LREM » est une **marque**, au sens de

produit, de marque de lessive, dont le produit phare est Macron lui-même. Il est donc logique que ça fonctionne comme une entreprise. C'est cela l'innovation. Il y a peu de chance que cette situation et cette méthode engagent une rénovation de la politique dans notre pays, comme au niveau européen d'ailleurs.

## **Emmanuel Macron, les associations et la société civile**

Pour lui la société civile ce sont les « start-up », l'entrepreneuriat social, une société de consommateurs dont les esprits ont été formatés par la publicité. Cette conception toute marchande de la société civile doit être combattue avec vigueur car après avoir « explosé » les partis politiques, défait les syndicats sur le code du travail, il rêve d'une société civile qu'il contrôlerait par son parti - *qu'il conçoit comme une immense association*, faisant le travail des associations - et par les start-up et idéologiquement par la formation dès la maternelle. La violence avec laquelle la disparition des emplois aidés entraîne la disparition de milliers d'associations n'est pas étrangère à cette stratégie. 1 300 000 associations, dont plus d'1 200 000 ne dépendent pas du marché, non seulement c'est trop (car pas maîtrisable) et trop mouvant, mais c'est un frein aussi à la mainmise des grands groupes et du système financier sur la société. Jean Marc Borello, un des premiers soutiens de Macron, Président du groupe SOS qui vient d'être coopté au bureau politique de « LREM », a déclaré au printemps que « dans 10 ans il y aura 10 fois moins d'associations mais elles seront 10 fois plus grosses ».

Si certains pensent que j'exagère, je les invite à lire :

- la pensée complexe du Président de la République dans « Le Point » du 31 août 2017 N°2347,

- sur le rôle des « marcheurs » dans la société « L'OBS » du 16 novembre 2017 N°2767,

- encore mieux « Libération » de samedi 18 et dimanche 19 novembre 2017

- l'interview de Christophe Castaner élu « Délégué général » à l'unanimité moins deux voix, dans le « Journal du Dimanche » du 19 novembre 2017.

Quelques exemples de cette stratégie tirés de « L'OBS ». En Charente, à Louzac, une réunion est organisée par les « Marcheurs » (LREM) le 10 novembre 2017, l'affiche d'invitation est ainsi rédigée : « *Des questions sur le numérique ? Besoin d'être accompagné(e) pour l'utilisation de vos équipements numériques ou dans vos démarches en ligne ? Des renseignements sur vos options internet ? Venez nous rencontrer vendredi !* » une affiche « apolitique », qui évite donc soigneusement tous les problèmes politiques du moment et surtout de débattre de la politique du gouvernement et du parti politique qui organise la réunion ! Se substituer aux associations est plus neutre et permet de s'introduire auprès des personnes qui ont des difficultés et leur rendre certes peut-être des services et en faire des affidés. Ou encore, ces belles paroles de Przemyslaw Sokolski,

réfèrent LREM pour le département « *Certains pourraient y voir un côté prosélyte. On l'a oublié, mais c'est aussi le rôle originel des partis d'aider les gens, comme la JOC (Jeunesse ouvrière catholique chrétienne) en son temps. On ne change pas la France qu'en tenant les manettes du pouvoir. C'est une phase expérimentale, mais vous êtes en train d'assister à la renaissance de la politique, au sens premier du terme* ».

Mais dans « Libération », c'est encore plus clair : « *La vision émancipatrice que portait Macron pendant la campagne, c'était aussi cela : redonner la capacité aux citoyens de s'engager au plus près du terrain, de les réconcilier avec la politique* » d'après Stéphane Roques qui a quitté la direction de Médecins sans Frontières pour prendre la tête de LREM. Et plus explicite encore, Arnaud Leroy, directeur par intérim de LREM : « *On noue des partenariats avec des associations, on aide à faire émerger des projets locaux, on pousse à partager les savoirs en ligne. Comme nos liens avec le pouvoir politique sont assumés, on peut jouer un rôle d'assembler* ». Traduire « on va contrôler et orienter l'action des associations au profit du pouvoir politique de Macron et de l'oligarchie ». Pour cela, LREM met en place des systèmes de formation avec un « MOOC », un institut de formation, avec comme modèle : « *On axe sur le serviciel en s'inspirant d'expériences comme les cercles Léo-Lagrange ou l'Education populaire* » toujours selon Arnaud Leroy.

Dans « Le Journal du Dimanche » Christophe Castaner affirme : « *... Je veux que chaque adhérent puisse trouver une réponse à ses questions, se sentir utile, qu'il puisse aussi s'engager sur un terrain du commun. On doit s'emparer de quelques grandes causes et les accompagner.* »

Et, à la question « *quelles grandes causes ?* », il répond : « *Nous les définirons ensemble. Par exemple, l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais pourquoi pas aussi, une cause médicale ? Pourquoi pas un engagement en faveur de la préservation de l'environnement sur un territoire donné ? Ces causes devraient nous occuper au moins autant que la préparation d'une échéance électorale. Je veux qu'on sorte du champ réservé des partis traditionnels. Je veux que mille initiatives, mille fleurs fleurissent partout en France.* »

Comme LREM, n'a pas de colonne vertébrale en dehors de la « pensée complexe » du président, le mouvement, le parti se tournent vers la société civile et les associations, démarche dite « pragmatique », donc sans idée, confirmée par un député « En marche » qui affirme : « *Comme personne ne sait trop ce qu'est En Marche, il s'agit d'occuper les forces, de leur donner une utilité sociale* ».

A ce stade, il est difficile de savoir si la suppression des emplois aidés est l'amorce d'une stratégie élaborée pour déstructurer la société civile, notamment les associations moyennes qui font obstacle à cet objectif (les grosses associations étant satisfaites par les baisses de cotisations sociales et la prolongation du CITS), ou s'il s'agit d'un effet collatéral de sa décision.

Dans « le Point » E. Macron présente sa décision sur les emplois aidés comme un avatar de la politique de l'emploi : Question du journaliste « **Au passage, vous vous en prenez aux contrats aidés...** ». Réponse de Macron : « *Parce qu'il s'agit trop souvent d'une perversion de la politique de l'emploi. Certains sont utiles, d'autre non.* » Pourquoi ? (Question du journaliste) Réponse d'E. M. : « *C'est de la subvention déguisée vers les collectivités locales ou le secteur associatif. Ces secteurs ont toute leur utilité, mais, dans ce cas, cela doit entrer dans la dotation des collectivités locales ou dans les subventions aux associations, mais qu'on ne nous dise pas que c'est une politique de l'emploi ! Le taux de retour à l'emploi durable des personnes concernées est en effet très faible. C'est donc essentiellement une politique conjoncturelle, quand elle n'est pas clientéliste, et qui suit souvent le cycle électoral. Pour un jeune des quartiers difficiles, ce n'est pas un contrat aidé qui va changer sa vie. Ce qui peut bouleverser la donne, c'est une vraie politique de lutte contre les discriminations, une vraie politique de formation, une vraie politique d'ouverture du marché de l'emploi, des mesures fortes contre les discriminations et une vraie politique d'allègement du coût du travail (traduire de diminution des salaires). C'est cela que nous faisons.* »

Si nous ne pouvons pénétrer dans la « pensée complexe » du Président de la République, les effets de sa politique sont par contre très concrets et immédiats, avec des dizaines de milliers de chômeurs en plus, des associations qui disparaissent par milliers et des populations, les plus pauvres, qui se trouvent privées de services qui leur rendaient la vie un peu meilleure. L'INSEE explique le maintien du chômage malgré la reprise économique par la suppression des emplois aidés.

Cette déstructuration du monde associatif est déjà un objectif pour certaines collectivités, comme les Conseils Régionaux de Rhône-Alpes, d'Île-de-France ou des Hauts de France. Le même objectif est partagé par l'extrême droite (le FN fait la chasse à des associations comme le Secours Populaire, la Ligue des droits de l'Homme, Le Planning familial, etc.). Elle rencontre des résistances comme le montrent les journées de manifestations associatives des 18 octobre et 10 novembre 2017 contre l'arrêt des contrats aidés, et plus récemment la manifestation organisée devant le conseil régional des hauts de France le 1er février 2018 du collectif « Vent d'assos Hauts-de-France ». Elle se heurte aussi à la force que constituent les 1 300 000 associations et leurs actions au cœur de la société avec 13 à 18 millions de bénévoles. Ce n'est pas si facile de détruire une société, un tissu social. Il est essentiel que les associations prennent conscience de cette force et du rôle qu'elles jouent en constituant un tissu social construit dans le temps, acteur principal de l'éducation populaire et de la démocratie.

Mais tout ceci n'exclut pas des risques importants pour les associations dans un avenir proche.

## *Nouveaux risques pour les associations citoyennes*

Baisse des subventions, appels à projets, appels d'offres : instrumentalisation.

Certaines associations sont déjà aujourd'hui en mauvaise posture, du fait de l'étranglement progressif des subventions publiques depuis maintenant 7 ans. Affaiblies, elles ont du mal à porter l'espoir d'une société meilleure. Du fait de l'instrumentalisation par les appels d'offres et les appels à projets, elles ont tendance à abandonner le cœur de leur projet pour verser dans la prestation.

Il faut s'attendre à une pression accrue sur les financements et l'emploi, avec des aggravations dont il est encore difficile d'estimer aujourd'hui l'ampleur, mais la décision brutale de supprimer les emplois aidés en août 2017 donne un bon exemple de la méthode et des objectifs du gouvernement. À noter que les subventions n'ont pas disparu, mais au contraire ont augmenté au profit des plus riches et des entreprises. Ce mouvement risque de se poursuivre au détriment des associations et de ceux qui en ont le plus besoin. L'augmentation des appels d'offres ou des appels à projets, qui sont souvent des appels d'offres déguisés, détruit le sens même des projets associatifs. On constate aussi une progression des contrats de délégation de service public (DSP), qui permettent de faire des économies et d'instrumentaliser les associations, tout en remplaçant des services publics par des prestations d'associations au rabais, avec des emplois précaires et sans continuité. Enfin, les restrictions de crédits engendrent une régression des conditions de travail au sein des associations, voire des pratiques de quasi-maltraitance des associations elles-mêmes.

## *Les associations gestionnaires de plus en plus instrumentalisées*

Il faut également tenir compte des différences entre les associations citoyennes au caractère militant et les associations gestionnaires d'équipements et de salariés. Celles-ci deviennent des prestataires sur fonds publics, avec des techniques allant du prix de journée aux conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM). Dans le moment actuel, les enjeux n'y sont pas tout à fait les mêmes, spécialement dans le registre des ressources publiques et dans celui du salariat et des métiers.

À noter également que les appels à projets, les appels d'offres, les subventions elles-mêmes et les DSP (délégations de services publics) sont de plus en plus exigeants sur les prestations à fournir... et serrés sur les budgets. De ce fait, les associations participent aux politiques d'austérité. De plus, certains appels d'offres, dans le domaine du travail avec les réfugiés, impliquent des pratiques de « flicage ». Des associations deviennent ainsi des supplétifs de la police.

## ***Pour les petites associations, pression à la concentration et à la disparition***

Comme le disait Jean-Michel Belorgey, « *les technocrates n'aiment pas la pulvérulence associative* ». Cette multitude d'initiatives des citoyens, même à but non-lucratif, n'est pas dans leur culture. Les petites associations subissent, notamment de la part de certaines collectivités, des pressions pour se regrouper, pour se « professionnaliser » (c'est-à-dire remplacer les compétences des bénévoles par des emplois salariés), des pressions liées à l'évolution de normes de plus en plus contraignantes (les mouvements de jeunes ont de plus en plus de mal à initier les jeunes à l'autonomie), des restrictions dans la mise à disposition de locaux municipaux. On leur demande de budgéter la valeur du travail bénévole, pour les amener dans une logique comptable qui n'est pas la leur. Certaines associations sont brutalisées parce qu'elles sont trop petites.

## ***Le désordre des administrations et la complexité des procédures accentuent les difficultés***

Ces difficultés sont accentuées par le désordre de politiques publiques, cloisonnées, gérées par des responsables indifférents aux questions qu'ils traitent. Les règles et les périmètres d'application changent en permanence, empêchant toute gestion cohérente de leur avenir par les associations elles-mêmes. Visiblement, l'introduction des méthodes managériales au sein des administrations de l'État et des collectivités par la RGPP (réorganisation générale des politiques publiques) n'a pas conduit à un meilleur fonctionnement, mais à la liquidation d'une riche expérience administrative et à un désordre persistant. Les responsables des services sont priés de faire du chiffre, ils ne savent plus de quelle réalité humaine ils traitent. Des droits aussi fondamentaux que le droit au logement ne sont pas respectés (par exemple, 100 000 demandeurs de logement dans les Hauts-de-Seine pour 3 000 créations). La complexité des procédures est un autre obstacle (on sait que la bureaucratie va de pair avec la technocratie).

Le fonds social européen représente un sommet dans l'absurdité bureaucratique. Les associations qui sont obligées d'y recourir subissent des injonctions à se regrouper. Mais quand elles montent des actions communes, elles sont obligées de considérer qu'il y a un chef de file et des prestataires, et doivent faire des appels d'offres avec mise en concurrence. Elles sont donc obligées de faire de faux appels d'offres. Ce travail phénoménal oblige à embaucher des gestionnaires uniquement pour ces tâches.



## ***La dématérialisation des dossiers, problème majeur***

L'obligation récente de recourir à l'usage d'Internet pour remplir les dossiers administratifs est un problème majeur pour toutes les populations qui ne maîtrisent pas parfaitement le langage informatique ou la langue française, mais aussi pour de nombreux responsables associatifs. Quand en Seine-Saint-Denis les associations soumettent le problème au préfet, celui-ci répond « ils ont des Smartphones, ils peuvent se débrouiller ». Pour accéder à son dossier sur Internet, il faut être devant son écran à 0h01, car ensuite il est impossible d'y accéder. Le problème n'est pas limité à la préfecture. Il est identique avec Adoma (nouveau nom de la Sonacotra) ou avec de nombreux services. La régie de quartier de Bron a recruté 10 médiateurs pour aider les personnes du quartier à remplir leurs dossiers Pôle emploi sur Internet. Mais ce sont des contrats aidés... Ceci constitue une atteinte à la dignité des personnes et une régression majeure dans l'accès aux droits.

## ***Des atteintes nouvelles aux libertés associatives***

Le gouvernement d'Édouard Philippe a repris sans tarder la rhétorique sécuritaire de ses prédécesseurs. En effet, la menace terroriste, réelle ou amplifiée, sert en permanence de justificatif à la diminution des libertés, non seulement individuelles mais aussi collectives. Ces atteintes sont multiformes. Par exemple, la restriction des règles d'agrément des associations environnementales a fortement restreint le nombre de celles qui peuvent ester en justice. La pérennisation de l'état d'urgence impacte également très fortement les possibilités d'agir des associations de défense, des lanceurs d'alerte, etc. Le CAC se propose d'étudier, avec la Ligue des Droits de l'Homme, ce processus qui touche les associations dans leur façon de faire, dans leurs raisons d'être et dans leur liberté.

Certaines collectivités locales réactionnaires ne sont pas en reste et participent activement à ce processus. Tout récemment, le Collectif a ainsi initié, avec d'autres, un travail pour structurer l'opposition à la charte régionale d'Île-de-France édictée par Valérie Pécresse sur « le respect des valeurs de la République et de la laïcité », (*cf. les éléments sur le site internet du Collectif*).

## ***La loi de 1901 progressivement vidée de son sens***

Historiquement, cette loi est née après un siècle de combat et deux décennies de débat, comme une loi de liberté, dans un contexte historique qui a vu reconnaître à la même époque le droit de grève, la liberté syndicale, la



liberté de réunion, etc. Cette liberté nouvelle a été et demeure toujours un outil d'émancipation.

Mais l'utilisation du statut associatif par des entreprises parapubliques comme l'AFPA, des établissements d'enseignement supérieur comme HEC, par des entreprises banalisées, des start-up, ne laissent subsister que la convenance d'un statut très souple alors que le projet politique de l'émancipation s'estompe progressivement.

Il n'en demeure pas moins que des centaines de milliers d'initiatives sont rendues possibles par l'existence de cette loi, sans équivalent en Europe. Plus d'un million de petites associations réalisent leurs projets uniquement à partir de l'engagement bénévole des citoyens, alors que ces derniers utilisent massivement des associations pour entreprendre, innover, dans un sens bien différent de celui qu'on lui prête aujourd'hui.

Au niveau européen, il n'existe toujours pas de statut associatif et ce n'est probablement pas un hasard : les instances européennes n'ont pas intérêt à faire émerger la société civile au niveau européen.

Tout indique, avec la culture managériale, autoritaire et numérique du Président de la République, que ces problèmes vont s'accroître. Ils ne concernent pas seulement les associations mais toute la population, en mettant en cause l'équilibre de toute la société.

**Face à ces perspectives, les associations citoyennes ont une grande responsabilité** car elles peuvent contribuer grandement au **réveil des citoyens et à leur mobilisation**. Elles en ont la capacité du fait de leur autonomie et de leur pouvoir d'initiative. Mais elles **sont contraintes de trouver des moyens de lutte et de rassemblement originaux** face à l'idéologie ultralibérale qui se développe. Cette responsabilité est également celle de tous les citoyens.

# DEUXIÈME PARTIE

## COMMENT LES ASSOCIATIONS CITOYENNES PEUVENT RÉSISTER ET CONSTRUIRE DANS CE NOUVEAU CONTEXTE ?

L'émergence du Macronisme n'est que le symptôme d'une crise globale, à la fois écologique, financière, économique, sociale, culturelle et politique. Tout indique que cette crise est loin d'être terminée, et qu'elle va s'aggraver dans toutes ses composantes : crise écologique et sanitaire, éclatement de bulles spéculatives et risques de krach, dégradation du lien social, accroissement des inégalités, du chômage et des discriminations, régression de la démocratie et de la participation citoyenne, régression éducative, appauvrissement culturel et régression de l'intelligence collective. La nouvelle étape du néolibéralisme qui se met en place est une tentative pour surmonter les problèmes qui en résultent en maintenant la domination d'une oligarchie. Notre conviction est que pour **surmonter cette crise multiforme et inventer l'avenir, il faut aller vers plus de justice, de fraternité, de coopération et de bien vivre. Pour cela, l'action des associations citoyennes est indispensable.**

### **Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous ?**

Les associations citoyennes contribuent à la construction d'une société plus humaine et **au respect des droits fondamentaux** par leurs actions, extrêmement diverses et innovantes. Cette contribution est **première par rapport à la création d'emplois ou de valeur financière**. Elle est indispensable à toute société. Il est essentiel pour tous les militants associatifs d'y revenir, d'acquérir une conscience, une vision du monde qui nous donne la force d'agir.

## ***La transition écologique, enjeu majeur***

Dans tous les pays du monde, ceux qui luttent efficacement se sont dotés d'une vision du monde alternative à la vision dominante, reposant sur la redistribution au lieu de l'accumulation, le vivre ensemble qui s'oppose à l'atomisation des individus, la coopération qui s'oppose à la lutte de tous contre tous, l'équilibre et l'harmonie au lieu de la croissance, la vie dans son intégralité, qui s'oppose à l'avoir.

Il est essentiel de rappeler que « l'aggravation de la crise climatique et écologique fait courir à brève échéance un risque mortel à l'ensemble de l'humanité et de la planète. L'absence de décisions réelles conduit à un basculement incontrôlable et irréversible, qui peut mener à la disparition de l'humanité d'ici 2 ou 3 générations. Mais pour rendre la Terre, notre maison commune, habitable par tous ses habitants, on ne peut pas préserver l'environnement sans réduire les inégalités, abandonner la logique de croissance et d'accumulation qui domine aujourd'hui le monde, respecter les droits fondamentaux et la diversité des cultures, restaurer une éthique dans la conduite des affaires publiques et plus de démocratie participative, promouvoir d'autres raisons d'agir et de vivre ensemble. Tout est lié ».

La présence de Nicolas Hulot au gouvernement donne le change. Notre Dame de Landes a été abandonnée. Mais il est vraisemblable qu'elle ne suffira pas à entraîner la remise en cause de tout le système productiviste, nucléaire, extractiviste. Nous devons donc agir. Pour cela, il faut faire connaître le travail des associations environnementales, qui figurent parmi les plus créatives, les plus innovantes et les plus dynamiques, en s'appuyant sur des pratiques démocratiques. Dans ce domaine, nous avons beaucoup à échanger avec d'autres cultures, d'autres militants, (Voir par exemple les répertoires de l'écologie au quotidien réalisés par le CAC).

À noter que les actions environnementales entrent également de plus en plus dans les pratiques des associations sociales. Par exemple, les centres sociaux développent une éducation au manger bio, les régies de quartier organisent la récupération d'encombrants, etc. L'action écologique des associations citoyennes n'est pas limitée aux classes moyennes.

## ***Le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble***

La solidarité porte une exigence de fraternité. Si la solidarité est d'abord une responsabilité partagée, comme on parle en droit de caution solidaire, cette conception renvoie à un regard d'égalité, à la réciprocité, à l'exigence d'égalité de dignité pour tous, à l'exigence de respect pour tous des droits fondamentaux. Les associations jouent un rôle essentiel dans le renforcement du lien social, de

la solidarité et du vivre ensemble. Elles sont aujourd’hui parmi les principaux garants sur le terrain du respect des droits fondamentaux et de la lutte contre les discriminations.

De multiples associations travaillent pour aider les habitants à exercer leurs droits, construire leur pouvoir d’agir, élargir leur horizon par un travail d’éducation populaire, pour que chacun puisse être acteur de sa propre vie et citoyen d’un monde solidaire, quelle que soit sa situation. Face à l’ampleur du chômage et au durcissement des rapports sociaux, une proportion croissante de la population doit survivre dans une extrême pauvreté. Les associations aident de plus en plus de personnes et de familles à recourir à des solutions d’auto-organisation, qui se situent aussi dans l’économie informelle.

Dans le domaine de l’action sociale, beaucoup d’associations sont porteuses d’un projet qui accorde la primauté à des valeurs fondamentales de respect et d’épanouissement de la personne humaine, qu’elles essaient de défendre coûte que coûte. Mais les conditions de plus en plus contraignantes imposées aux financements publics, les nouvelles méthodes de management public et aujourd’hui la mise en place de partenariats public-privé vont totalement à l’encontre de cette volonté humaniste. Par exemple, la loi handicap de 2005 représente une avancée considérable sur le plan du principe. Mais la gestion par les coûts, imposée par les ARS, se traduit par l’incapacité de mettre en œuvre les dispositions prévues par la loi.

### *La participation citoyenne, la démocratie et les droits*

Dès l’origine, les associations ont été les creusets du débat politique sur lequel s’est construite la République.

Aujourd’hui encore, les associations constituent pour la plupart des écoles de citoyenneté irremplaçables, au service de l’ensemble de la vie politique et sociale. La contribution des associations citoyennes est essentielle pour reconstruire la démocratie, par leur vie interne et leur participation au débat public. En interne, le travail en groupes, l’organisation des débats, la démocratie participative favorisent une ouverture au monde et une prise de conscience des enjeux et de la portée des actions menées par l’association. En effet, un énorme travail est à faire pour réapprendre à conjuguer le « je » et le « nous ». Il faut faire prendre conscience aux responsables associatifs de la dimension éducative de leur action, même si ce n’est pas leur objectif principal.

De nombreuses associations jouent un rôle d’alerte ou participent au débat public au niveau local, national ou international. Les associations contribuent à faire évoluer les opinions et les convictions de l’ensemble de la société. Cependant, la pratique de la participation nécessite **pour les responsables associatifs un travail sur eux-mêmes**, une transformation de leurs modes

d'action habituels, l'abandon des mythes patriarcaux dont ils ont été nourris dès l'enfance et qui sont ancrés à l'intérieur d'eux-mêmes, comme le dit Paulo Freire. Cela nécessite aujourd'hui la remise en cause des nouveaux mythes de la « bonne gouvernance », qui pénètrent aussi les associations. Il faut en effet cesser d'être « au-dessus » ou « à l'intérieur » pour « être avec », comme des compagnons, au service des objectifs communs.

### *L'innovation sociale n'est pas dans l'ubérisation mais dans l'invention d'un avenir viable*

Il faut s'attendre en particulier à **une dévalorisation de l'action associative au profit de l'entrepreneuriat, social ou non, présenté comme la seule forme d'innovation. La solution n'est pas de réagir de façon défensive à ces attaques, mais de développer la vision du monde, partagée par des millions de personnes, qui sous-tend l'action citoyenne.**

Le mouvement des entrepreneurs sociaux a soutenu en force la campagne d'Emmanuel Macron. Jean-Marc Borello, PDG du Groupe SOS, a fait partie dès le départ du staff de campagne. Son discours consiste à faire passer le modèle associatif pour ringard. « Les associations doivent revoir leur modèle économique, car les subventions c'est fini, l'Etat social, l'Etat providence ne correspond plus au monde d'aujourd'hui. Les associations qui restent attachées aux subventions sont donc présentées comme ringardes, inefficaces, passéistes, face à la figure héroïque de l'entrepreneur individuel, créateur de start-up, innovant par nature, répondant à des objectifs sociaux », sans oublier toutefois d'être lucratif et prédateur (comme l'est M. Borello lui-même). À entendre le discours dominant, on a l'impression que les entrepreneurs sociaux ont le monopole de l'innovation.

Il faut montrer le caractère ultra minoritaire et extrêmement limité de cette pseudo-culture qu'on veut nous imposer. **L'innovation sociale, ce n'est pas l'ubérisation de la société. C'est ce qui est nécessaire pour inventer un avenir viable à la planète, à l'espèce humaine et à chacun, trouver des issues aux multiples impasses où nous nous trouvons.** Ce n'est pas l'innovation financière qui vise à faire pénétrer de plus en plus le marché dans toutes les sphères de la société et le plus intime de nos vies. **Il est essentiel de montrer le rôle déterminant des associations citoyennes pour l'innovation sociale.**

**L'intelligence collective et la gouvernance partagée sont préférables au charisme du chef.**

En matière de méthodes de gestion et de conduite des projets, **le modèle managérial proposé consiste à aller vite, décider seul, tuer**

**l'adversaire, croître exponentiellement.** Le modèle associatif se situe aux antipodes. Le mot **association** renvoie au fait de s'associer autour d'un projet collectif avec des logiques de coopération. **Il s'agit de construire un projet partagé, cohérent avec les valeurs de l'association.** La participation de tous à sa construction permet de faire émerger une intelligence collective, en partant des questions, des richesses et des savoirs de chacun. Face à la complexité et la multiplicité des problèmes, ces solutions innovantes et porteuses d'avenir ne viendront pas de la réflexion géniale de technocrates, mais de la réflexion collective pour trouver des solutions réellement adaptées à la diversité des situations et aux attentes des habitants.

## **Inventer de nouvelles formes d'action commune**

### *De nouvelles formes d'action, de lien social, d'organisation*

De nombreuses familles d'associations se sont développées depuis 70 ans lorsque de nouveaux droits fondamentaux ont été reconnus. Ceux-ci impliquaient pour les rendre effectifs le développement de politiques publiques, réalisées avec les associations : le tourisme social avec les congés payés en 1936, en 1945 l'éducation populaire, l'action sociale avec la création de la sécurité sociale, la culture, le sport, etc.

Les financements publics étant remis en cause, que fait-on ? Beaucoup d'associations citoyennes, petites et moyennes, travaillent énormément avec peu de moyens pour réaliser un remarquable travail de lien social, de solidarité, d'éducation populaire ou de transition écologique, en faisant largement appel à la participation de leurs membres et au bénévolat. Mais elles valorisent trop peu leur travail, s'auto-disqualifient parfois, sans voir qu'en face d'elles ceux qui communiquent beaucoup et ont beaucoup de financements font parfois beaucoup moins, beaucoup moins bien. Comme les besoins augmentent et que les associations citoyennes sont surchargées de travail, certaines ont tendance à s'isoler dans leurs difficultés. Les associations citoyennes sont également atteintes dans leurs façons d'agir par le rejet du politique, qui touche aussi les formes associatives organisées. De nombreux mouvements récents ne passent pas par une forme associative déclarée pour s'organiser de façon tout à fait démocratique. Face aux évolutions, il est nécessaire de nous adapter à une situation qui change.

De même qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, les associations ont inventé les Caisses de secours, beaucoup d'associations **inventent de nouvelles formes d'action commune de lien social**, d'organisation, rendues nécessaires par la destruction des solidarités publiques. Nous devons faire une analyse lucide et prospective des forces et faiblesses de chacune de nos associations

pour pouvoir nous adapter à une situation qui change et trouver les voies d'un renouveau associatif. Cela nécessite de notre part de gros efforts d'imagination et d'inventivité, ainsi qu'un examen lucide de nos forces et faiblesses. Et cela passe aussi par du tâtonnement, de l'expérimentation et du droit à l'erreur.

### ***Comment éviter le glissement vers des logiques de prestations ?***

La question de l'avenir des associations d'éducation populaire se pose avec acuité (*notamment pour les MJC, les centres sociaux et les foyers ruraux*), en particulier sur les territoires où des collectivités ont d'autres priorités, ou bien entendent prendre le contrôle des activités associatives. La question est également posée pour les fédérations d'éducation populaire. Comment éviter le glissement vers des logiques de prestations, fortement encouragées par le gouvernement et les collectivités, et maintenir la dimension d'éducation à la démocratie qui constitue la raison d'être initiale de ces réseaux ? Il est nécessaire de réfléchir ensemble pour se soutenir mutuellement, trouver des solutions et fournir des argumentaires pour les discussions avec les collectivités. À noter que, sur de nombreux territoires, des relations partenariales se maintiennent et parfois se renforcent avec des collectivités citoyennes. On peut s'appuyer sur ces exemples pour construire les argumentaires.

En effet, face à ces difficultés, certaines associations affichent toujours les mêmes valeurs en termes généraux, mais elles se sont institutionnalisées, font du chiffre d'affaires en développant des services à moindre coût, visent le développement de l'activité pour elle-même. Certains cadres ont fortement augmenté leurs salaires et bénéficient d'avantages nombreux. On pense à certaines fédérations d'éducation populaire, à l'industrie du tourisme dit social ou de la formation professionnelle, à certaines structures culturelles.

### ***Des modes d'organisation économes et autonomes***

Une réflexion est donc à mener pour aller vers des modes d'organisation plus économes et autonomes, sans perdre les sens du projet associatif. Beaucoup envisagent de faire davantage appel au bénévolat, en changeant ce qu'il faut changer dans la structure pour poursuivre leur action de façon cohérente. Une mise en commun serait nécessaire pour préciser des modes d'organisation économes et autonomes, faire la part de ceux qui sont indispensables et doivent être confortés, et de ceux qui doivent évoluer. Bien sûr, les situations sont extrêmement différentes d'une association à l'autre, d'un secteur à l'autre. On ne peut raisonner de la même manière pour des associations sportives qui s'autofinancent à 70 % et pour l'action sociale qui dépend très largement des

subventions publiques.

Différentes formes d'entraide sont également envisagées : se prêter des compétences et du temps en mettant à disposition des ressources humaines entre « associations amies », mutualiser des moyens matériels. La question a été posée d'une solidarité financière, sous forme d'avances de trésorerie entre associations. Mais il faut être sûr que la subvention attendue va arriver en temps et en heure.

## **Renouveler la participation et la démocratie**

### *Réveiller le débat*

Le débat est essentiel pour se réapproprier la démocratie. Il s'agit de confronter les points de vue, dans une démarche de respect mutuel et de recherche commune de la vérité. Un débat construit et ordonné, avec toutes les parties prenantes, permet de confronter les positions, en se référant à des principes d'action. Réveiller le débat, c'est réveiller la démocratie. Il est nécessaire aujourd'hui de créer de vrais débats d'intelligence collective, dans la durée. Le mouvement Nuit Debout a contribué à le faire, même si certaines séances se sont parfois limitées à une somme de témoignages avec peu de débat réel. Il existe de nombreuses méthodes mises au point par les mouvements d'éducation populaire qui permettent de réfléchir dans la complexité et de créer du collectif, tout en débouchant sur des accords ou des désaccords féconds.

### *Une gouvernance en cohérence avec les finalités*

Nous devons nous mobiliser pour que les instances de gouvernance de nos associations soient bien le reflet (ou la préfiguration) d'une société juste, égalitaire et inclusive centrée sur l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence liées à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle, aux origines, au handicap.... Rien ne pourra se faire sans prendre en compte la parole des premiers concernés : les réalités que nous côtoyons tous les jours, au niveau local.

### *La participation citoyenne, facteur d'éducation populaire*

Il existe de grandes différences entre les associations quant à la place des bénévoles et la participation citoyenne. Certaines associations fonctionnent uniquement sur une base d'engagements citoyens, avec une direction collective



et parfois une rotation des tâches. La participation citoyenne n'est pas un apport supplétif, mais constitue le cœur de la vie de l'association. Dans les premiers temps, les MJC proposaient un investissement bénévole sur des chantiers, avec des offres sur différents thèmes. Il s'agit aujourd'hui de redonner la première place à la participation citoyenne, pour des raisons d'éducation populaire, de démocratie interne et d'équilibre économique.

### ***Des démarches de proximité à réinventer***

Il fut un temps où les mouvements politiques et syndicaux faisaient un important travail d'éducation populaire de proximité, où la dimension politique était très présente. La défaite politique que représentent le taux d'abstention, le vote d'extrême droite et la manipulation des masses est aussi une défaite de l'éducation populaire. C'est le résultat de 30 ans d'absence d'éducation populaire sur le terrain.

Les associations citoyennes sont à même d'inventer de nouvelles formes de participation citoyenne et d'éducation populaire, pour peu qu'on leur fournisse des outils. Il faut « lever le nez du guidon » et prendre du recul pour élargir notre vision du monde, créer des liens avec les autres acteurs du territoire, en devenir des acteurs à part entière, travailler sur les méthodes d'animation. La première étape est parfois de définir une stratégie collective au niveau de l'association elle-même.

### ***Multiplier les collectifs et groupes locaux d'entraide, de réflexion et d'action commune***

Il est essentiel de multiplier au niveau local les lieux d'entraide, de réflexion et d'action commune. En 2014, lors de l'annonce du précédent plan de rigueur, des collectifs locaux se sont constitués dans une vingtaine de villes, pour s'entraider, réfléchir et agir ensemble. Certains de ces collectifs ont discuté avec les collectivités, ou se sont opposés à des décisions inacceptables. Les collectifs et groupes locaux se sont multipliés avec les manifestations contre la suppression des emplois aidés et les politiques inacceptables de certaines régions ou collectivités locales. Un réseau de correspondants locaux est en cours de constitution afin de faire circuler les informations et d'organiser les échanges.

# Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire

Pour répondre à l'offensive idéologique qui se développe, il est essentiel de **relancer une éducation populaire à dimension politique et non partisane**, non seulement au sein des associations d'éducation populaire, mais de toutes les associations, car **l'action associative est intrinsèquement porteuse d'éducation**.

## *Une démarche émancipatrice*

Si l'objectif est de permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen ou citoyenne d'un monde solidaire, cela veut dire donner des ouvertures pour comprendre le monde, développer des méthodes actives de participation et d'animation, donner des outils pour agir concrètement, retrouver la dimension politique de l'éducation populaire, c'est-à-dire analyser ensemble les causes des problèmes que l'on rencontre, transmettre des valeurs universelles, éveiller l'esprit critique.

Alors que les conditionnements imposés par la société sont de plus en plus prégnants, cette démarche est nécessairement **une émancipation, une désaliénation**, pour parvenir à une estime de soi et à une conscience élargie. Il est souvent possible de s'auto-former avec les compétences disponibles en interne.

Si dans certains réseaux d'éducation populaire ces préoccupations ont presque complètement disparu, il existe en revanche de très nombreuses associations qui constituent des exemples vivants d'éducation populaire. Dans ma le domaine écologique, des dynamiques extraordinaires sont à l'œuvre, avec très peu de moyens publics. Dans le domaine des musiques actuelles, des démarches d'éducation populaire autogérées sont menées par des jeunes de façon très dynamique. Le planning familial fait un travail de conscientisation à partir de débats collectifs, y compris dans les salles de consultation.

## *Mener la bataille des idées, participer au débat public. Ne rien lâcher sur le sens*

Pour se rénover, le capitalisme emprunte aux initiatives citoyennes, à la philosophie humaniste, mais en les vidant de leur sens profond. Face à l'offensive qui s'annonce, il est nécessaire de mener une **bataille culturelle : sémantique, philosophique et anthropologique**, en se plaçant du point

de vue des dominés. Le travail sur le sens des mots est nécessaire mais ne peut pas être mené à la va-vite. Il faut se méfier des mots valises trop rapidement utilisés, alors qu'ils cachent des réalités diverses, (intérêt général, égalité des chances, innovation, etc.). Le travail sur les mots est source d'émancipation.

En effet, à travers les mots, les forces dominantes, avec leurs moyens de communication, cherchent à imposer une vision du monde. Par exemple, la valorisation de l'individu et la conquête de l'autonomie de chaque personne ont été des conquêtes majeures des deux derniers siècles. Emmanuel Macron reprend le terme, mais en valorisant seulement la capacité d'initiative d'un individu performant et rationnel, guidé par son intérêt, sans dire que cela ne s'applique qu'à une oligarchie. Il est nécessaire de revenir aux fondamentaux pour expliciter ce qui est évident pour les associations citoyennes, mais non-dit : la valorisation des individus est inséparable de **la prise en compte des interactions des individus entre eux et avec leur environnement**, ce qui impose de favoriser l'épanouissement de tous et non la réussite de quelques-uns, ce qui induit respect, bienveillance, curiosité et attention aux autres et aux facteurs environnementaux dans lesquels cette somme d'individus - l'humanité donc (et même le vivant) – s'inscrivent, ce qui implique le collectif.

### *La connaissance mutuelle des actions porteuses d'alternatives a un effet amplificateur*

D'innombrables actions citoyennes porteuses d'alternatives inventent en permanence de nouveaux rapports sociaux et font grandir une autre vision du monde. Il est essentiel de repérer ces initiatives, locales ou globales, et de contribuer à leur émergence. La mise en résonance de ces milliers d'initiatives citoyennes locales que chacun de nous peut observer et auxquelles nous contribuons ou que nous créons constitue **un enjeu majeur**. Cette agrégation progressive peut être organisée et valorisée au niveau de groupes locaux d'associations. Elle permet à chacun et chacune de vérifier la pertinence et la légitimité de sa propre démarche. **Le fait de savoir que d'autres, beaucoup d'autres, participent à leur manière, de ce même questionnement, de cette même recherche, de ces mêmes valeurs, a un effet amplificateur et rassurant sur nos propres modes d'actions.** Cette réflexion est partagée par de nombreux mouvements, qui proposent de travailler à une « plateforme » commune de réflexion et de mobilisation pour faire force, résister et agir ensemble.

## *Une bataille de l'interprétation citoyenne*

Cette valorisation permet de faire prendre conscience aux associations et plus largement aux initiatives citoyennes de l'efficacité et de la portée globale de leurs actions sur le terrain.

Cet appui sur les initiatives citoyennes constitue une manière de faire émerger dans le débat public une autre vision de l'action commune, autrement plus riche d'humanité et d'efficacité que la vision managériale, qui réduit la réalité à des chiffres. Du fait qu'il se développe du local vers le global ce débat permet d'envelopper et de dépasser les tentatives de récupération. C'est ainsi que **de nombreuses initiatives dites d'entrepreneurs sociaux peuvent être intégrées dans le champ d'une vision de transformation sociale**. Il est nécessaire de mener **la bataille sur l'interprétation** des actions porteuses d'un certain nombre de valeurs, pour montrer de quelle manière elles peuvent être porteuses d'alternatives. Si le capitalisme se nourrit de sa critique, est capable d'intégrer des éléments qui lui sont étrangers pour devenir plus fort en se transformant, il est possible à l'inverse de subvertir les subvertisseurs. Nous constatons à travers la vie associative que le mouvement social peut également se nourrir d'initiatives qui lui sont étrangères en les interprétant autrement.

## *La nécessité d'un dispositif d'information performant*

Des associations citoyennes sont souvent très faibles en matière de communication. Le CAC lui-même produit plus qu'il ne diffuse. Or, comme on l'a vu avec la campagne d'Emmanuel Macron, la communication joue aujourd'hui un rôle central. Il est possible de construire des dispositifs d'information avec peu de moyens, mais beaucoup de réflexion, de bénévolat et de participation citoyenne, grâce au numérique. D'où la proposition d'étudier la possibilité de « constituer une plate-forme pour valoriser, commenter, et amplifier nos actions pour la transformation sociale », à l'instar de ce qui a été mis en place par Une Seule Planète. On peut aujourd'hui rassembler des documents de réflexion, des sources documentaires et des exemples relatifs à un même thème de façon dynamique, organiser des débats profonds et sérieux avec l'aide des médias, etc. Un tel dispositif pourrait être mutualisé entre différents mouvements.

## *Des outils pour comprendre*

Il faut donner des outils pour comprendre. Il y a nécessité de réfléchir aux méthodes permettant **de donner un recul critique** aux citoyens par rapport aux messages mensongers véhiculés par les médias, les politiciens, les

banques, les multinationales qui s'abritent le plus souvent derrière le secret de fabrication ou la « liberté du commerce » pour refuser les informations ou fournir des informations tronquées voire mensongères. L'éducation populaire est une posture où chacun est invité à aller à la rencontre des autres, notamment de ceux avec lesquels plus rien n'est pensé ni construit. Chacun se forme ainsi de manière globale et continue.

Les actions entreprises en matière d'écologie montrent que **c'est à travers des actions concrètes**, dont on explicite le sens, qu'on peut parvenir à une mobilisation et une conscientisation plus larges. Un travail important est à faire pour déterminer des modes de sensibilisation non culpabilisants, attractifs et joyeux. Les réjouissances, la fête, la convivialité jouent un rôle essentiel. La transformation sociale doit être joyeuse.

## Agir ensemble

Compte tenu de la composition de l'Assemblée Nationale, le gouvernement va avoir les mains libres pour accélérer la destruction de l'État social. Mais cette marche forcée vers le social-libéralisme ne se fera pas sans résistance ni réaction de la part des organisations syndicales ni de la société civile. L'histoire nous enseigne que c'est en opposant les catégories de travailleurs entre elles et en divisant les forces de progrès que de telles réformes peuvent aboutir. C'est l'ampleur de nos résistances organisées et de nos rassemblements qui permettra peut-être de modifier la trajectoire des réformes. Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à dépasser les clivages au nom des enjeux de société et même de civilisation. Si nous restons passifs, nous sommes sûrs de perdre.

### *Associations citoyennes : s'organiser en un réseau participatif*

La première forme de rassemblement est dans l'organisation du collectif des associations citoyennes lui-même en un réseau participatif. Le CAC recèle d'immenses compétences et capacités d'engagement citoyen, qui toutes ensemble, peuvent créer une dynamique pour analyser les problèmes, inventer des solutions, entreprendre des actions. En particulier, une cinquantaine de réseaux nationaux sont adhérents au CAC, et une cinquantaine d'autres participent aux échanges de façon informelle. Dans la période actuelle, il est nécessaire d'agir ensemble, même si chacun est surchargé par les difficultés du moment. Travail collectif a été entrepris pour construire avec tous les réseaux volontaires les propositions qui ont été formulées dans le cadre de la concertation organisée par le gouvernement. Nous avons pu vérifier à cette

occasion que l'intelligence collective permet d'aller plus loin et de dégager des propositions innovantes et parfois dérangeantes.

Le même travail peut être entrepris en matière de communication, de formation, de mise en place d'outils communs.

### *Construire des réponses avec les collectivités citoyennes*

Les relations entre associations et collectivités connaissent souvent des difficultés, liées à la restriction des dotations d'État et à la réforme territoriale, qui bouleverse les compétences, les périmètres et les relations. Dans cette période d'incertitude, certaines collectivités ont la tentation de considérer les associations comme des prestataires au service de leurs projets. À cela s'ajoute la volonté de certaines équipes, notamment des villes, des départements et des régions nouvellement élues, de gérer les collectivités dont elles ont la charge comme des entreprises, laissant de côté leurs missions d'intérêt général au service de tous.

Cependant, nous constatons qu'un nombre important de collectivités résiste à ce mauvais climat qui ont à cœur, malgré les difficultés, de maintenir l'enveloppe de leurs subventions aux associations, tout en reconnaissant leur rôle essentiel pour la vie locale. Des relations de confiance subsistent très fréquemment.

Elles s'enracinent dans la longue histoire des initiatives citoyennes et du développement local, et dans l'émergence plus récente d'une réponse commune aux enjeux écologiques et au maintien du pouvoir d'agir des citoyens pour restaurer le lien social. De nombreux exemples montrent que de nombreuses associations et collectivités dégagent des réponses communes aux enjeux, promeuvent une démocratie partagée, ou agissent ensemble au quotidien. De nombreux citoyens, militants associatifs et élus s'opposent avec efficacité à la remise en cause du vivre ensemble et de la solidarité et construisent des actions porteuses d'alternatives, avec des modes d'organisation extrêmement innovants.

### *Se rapprocher des syndicats*

Le monde associatif n'a pas les mêmes pratiques revendicatives, le même mode d'action que le monde syndical. Cependant il se trouve confronté à la même politique, concertations en décors de théâtre, remise en cause des conquêtes sociales acquises par deux siècles de luttes (souvent dans la violence), contestation des libertés syndicales comme des libertés associatives, etc.

Pendant longtemps les syndicats ont été au cœur de la société civile et de la

contestation sociale pour défendre les intérêts matériels et moraux des salariés et améliorer leur situation. Ils en ont été pendant longtemps la part la plus active et la plus combative. Les associations ont joué un rôle important dans l'éducation populaire et la cohésion des territoires, chacune agissant dans le cadre de son objet associatif, ce qui explique à la fois leur grand nombre (1 300 000 en France) et leur grande dispersion. Par ailleurs les syndicats agissaient en priorité dans le domaine économique et dans les entreprises et les associations surtout dans le secteur non marchand et hors entreprise sur les territoires.

Aujourd'hui le monde syndical est affaibli et trop divisé, le monde associatif subit des transformations et des attaques qui l'affaiblissent malgré sa dynamique (chaque année plus de 60 000 associations se créent, alors que d'autres disparaissent), et aucune des deux composantes ne peut seule prétendre à la transformation de la société vers plus de justice et d'égalité. Leur travail en commun devient une nécessité. Ces deux mondes doivent se rapprocher, apprendre à se connaître, à se respecter et à travailler ensemble sur des objectifs communs et ils sont nombreux.

Dans la conjoncture actuelle des rapprochements sont souhaitables autour d'enjeux nationaux, mais aussi sur les territoires et dans des luttes exemplaires comme EuropaCity, opération immobilière et commerciale gigantesque dans le triangle de Gonesse (95) ou comme cela s'est produit à Notre-Dame des Landes.

### *Agir ensemble dans un esprit de rassemblement. Articuler les différentes formes de lutte*

Les actions menées sont le résultat de plusieurs types d'indignation face à une situation injuste et à bien des égards injustifiables. Mais ces indignations sont différentes selon les individus et les groupes sociaux. Certains peuvent être sensibles aux inégalités, aux atteintes aux droits, au réchauffement climatique, à l'inauthenticité de la vie, à la corruption, etc. L'indignation doit se prolonger par des luttes pour trouver sa pleine forme.

La convergence des luttes est compliquée parce qu'il est difficile de tenir ensemble ces différents motifs d'indignation et de les intégrer dans un cadre cohérent. Certains multiplient les actions porteuses d'alternatives sur le terrain, espérant que la dynamique ainsi créée pourra déstabiliser l'hégémonie du système actuel. D'autres mettent en avant la nécessité de repenser la totalité des processus politiques et économiques. D'autres encore opèrent un changement personnel dans leur mode de vie, de production et de consommation, estimant qu'il convient d'abord de s'émanciper du consumérisme et du chacun pour soi, retrouver la richesse des relations et le sens de l'action collective, et aller vers un bien vivre. **Ces différentes formes de lutte et d'action sont toutes également nécessaires et doivent s'articuler.** Il faut faire vivre

la diversité. Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique, sociale, démocratique et culturelle qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle, réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels, mais aussi les forces humaines de sensibilité, d'intelligence et de désir, autour de principes et valeurs convergents. Mais c'est plus difficile à faire qu'à dire. Les associations citoyennes, par leur diversité, peuvent contribuer à ces rapprochements, elles en ont la responsabilité.

*Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à nous rassembler*

L'issue dépend aussi de notre capacité à nous rassembler, si des mobilisations communes se développent sur une base suffisamment large, en associant les forces syndicales, les mouvements, les autorités morales et intellectuelles, les partis politiques, etc. En particulier, les syndicats ont un rôle déterminant à jouer dans la bataille. Les forces de progrès ne peuvent pas espérer gagner si elles demeurent divisées. Pour cela, **chaque organisation doit reconnaître qu'elle n'est pas seule à détenir la vérité et la force.** Le temps électoral qui s'achève montre que les rapports de force peuvent être extrêmement volatiles. Chacun doit reconnaître la diversité du mouvement social. **Cette diversité existe déjà au sein du CAC, sur la base de principes communs.** Elle existe encore plus au sein des mouvements associatifs, avec des degrés d'engagement et de réflexion différents par rapport à la dimension politique. Nous allons connaître des temps difficiles. **Il est essentiel d'agir ensemble dans un esprit de rassemblement.**



# ANNEXES



## La Charte de principes du Collectif

Les associations citoyennes travaillent dans des domaines très divers à l'émergence d'une société solidaire, participative et écologiquement responsable. Elles constatent que, malgré cette diversité, les projets associatifs se fondent sur un petit nombre de principes d'action communs :

- Respecter les Droits de l'Homme et la dignité humaine, lutter contre toutes les discriminations, en dépassant l'égalité formelle pour aller vers une égalité effective dans l'accès à l'éducation, aux services, à la santé, à la culture.

- Assurer à tous une liberté effective dans leur vie personnelle et collective, par une émancipation vis-à-vis des conditionnements imposés par la société, notamment par les médias dominants et la publicité, à travers une démarche de laïcité synonyme d'ouverture à la diversité des pensées et des raisons d'agir.

- Promouvoir des logiques de coopération et de mutualisation, et non de compétition et de concurrence, l'égalité et la liberté ne trouvant leur sens que dans un contexte de fraternité.

- Considérer l'économie comme un moyen au service de la société et non comme une fin en soi, ce qui signifie que les activités marchandes ne sauraient être le seul horizon bornant toute entreprise humaine.

- Concevoir la solidarité non comme une assistance, mais comme une réciprocité et une co-responsabilité de chacun envers tous (des relations interpersonnelles à une solidarité mondiale).

- Préserver la poursuite de l'aventure humaine, l'avenir de la planète et les biens communs de l'humanité nécessaires aux générations actuelles et futures, ce qui implique d'autres modes de vie et d'échanges.

- Répondre aux besoins des femmes et des hommes d'aujourd'hui en matière de sécurité, de revenus, de services, d'habitat, d'éducation, d'expression culturelle.

- Permettre à chacun de développer et d'épanouir ses potentialités, en particulier ses capacités de don, de partage, de non-violence et de créativité et ce dès l'école, dans une optique de développement personnel et de promotion

collective, et non de compétition de tous contre tous.

- Maintenir et améliorer, partout dans le monde, la démocratie et l'état de droit tout en favorisant une citoyenneté active et responsable.

- Chercher une cohérence entre la parole, l'action et le sens donné par chacun à son existence, dans la diversité des options et des histoires personnelles, avec un équilibre entre identité et ouverture, entre culture propre et métissage.

Cette charte de principes constitue le ciment de l'action commune, car elle donne un contenu à la notion d'intérêt général et permet de préciser dans quel sens les membres du Collectif cherchent à promouvoir le bien commun. Elle s'oppose presque point par point à une vision réductrice de l'action associative qui assimile les associations soit à des entreprises commerciales, soit à des services publics au rabais en les instrumentalisant. **En ce sens le combat des associations rejoint le combat de celles et ceux qui luttent pour reconstruire une société à finalité humaine.**

# DÉCLARATION « LA SOCIÉTÉ CIVILE, C'EST NOUS ! »

## Reprenons le pouvoir

**COLLECTIF DES ASSOCIATIONS CITOYENNES  
RENCONTRES D'ÉTÉ - JUILLET 2017 – LYON/VILLEURBANNE**

Nous sommes 1 300 000 associations, grandes ou petites, qui participons à la vie en société, animées par 13 millions de bénévoles, renforcées par 1,8 millions de salariés. Sans les associations et leurs actions et leurs réflexions, pas de société possible ! La « société civile » ne saurait donc se limiter aux entrepreneurs dont l'objectif fondamental de recherche de profits prédomine sur la poursuite de l'intérêt général.

Sur l'ensemble des territoires, tous les domaines de la vie sont couverts par la vie associative : secteur du social, de la santé, du culturel, des loisirs, de l'environnement et de l'écologie, de l'éducation populaire, de la solidarité internationale, du sport, de la défense des droits...

En se renouvelant, en expérimentant et en innovant en permanence pour répondre aux évolutions auxquelles elles sont directement confrontées, elles améliorent la vie quotidienne et tracent des perspectives et des espérances de progrès au profit de tous. La non-lucrativité inscrite dans leur raison d'être les conduit à privilégier la coopération plutôt que la concurrence, à refuser la marchandisation croissante de leurs activités et à décliner l'invitation consistant à transformer notre pays en « start-up ».

Les deniers publics sont ceux des citoyens. Ce sont eux qui, par les impôts et les contributions, alimentent l'essentiel des caisses des autorités publiques. Les élus, à quelque niveau que ce soit, n'en sont que les gestionnaires temporaires. Il est donc normal qu'une partie de cet argent revienne à la société civile. Pour les associations qui travaillent dans le désintéressement matériel pour le vivre ensemble, le bien commun et l'intérêt général, il est logique et légitime de trouver des moyens d'action via les subventions.

L'injonction de plus en plus forte à « revoir notre modèle économique » (c'est-à-dire accepter de voir l'argent public remplacé par l'argent privé) nous semble, dans ce contexte, d'autant plus malvenue que 2/3 des apports des mécènes ou philanthropes est défiscalisé et donc supporté par tous.

Enfin, foncièrement, par les associations libres d'individus égaux, ce maillage de structures émanant de la société civile, fait la démonstration que les femmes et les hommes sont capables de se gouverner eux-mêmes et de s'atteler collectivement à la tâche vitale consistant à construire une société plus solidaire, durable et participative.

le 22/07/2017

# ASSOCIATIONS

# CITOYENNES :

# RÉSISTER ET

# CONSTRUIRE

## DE QUOI NOS GOUVERNANTS SONT-ILS LE MASQUE ?



[contact@associations-citoyennes.net](mailto:contact@associations-citoyennes.net)  
108 rue Saint-Maur 75011 Paris  
01.48.07.86.16 ou 07.70.98.78.56  
[www.associations-citoyennes.net](http://www.associations-citoyennes.net)

N° SIRET 425 110 103 00024  
Organisme de formation professionnelle  
déclaré N° 11 78 06 80 178

Agrément Jeunesse et éducation  
populaire

Isabelle Boyer – *coordinatrice*  
[isabelle@associations-citoyennes.net](mailto:isabelle@associations-citoyennes.net)

Jean-Baptiste Jobard – *coordinateur*  
[jean-baptiste@associations-citoyennes.net](mailto:jean-baptiste@associations-citoyennes.net)